



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

08 FEB. 2016

PREFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET DES TRAVAUX REGLEMENTES
ET POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Dossier suivi par : M.DOMENECH

Tél : 04.84.35.42.74

Courriel : vincent.domenech@bouches-du-rhone.gouv.fr

N° 30-2016 SANC-MD

ARRETE

**de mise en demeure à l'encontre de la société JUMBO LAVAGE
MEDITERRANEE, en ce qui concerne ses installations sises à Rognac**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,**

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.171-8,

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau : sondage, forage, puits, ouvrage souterrain non domestique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2011 A du 2 septembre 2014 autorisant la société Jumbo Lavage Méditerranée à exploiter une installation de lavage de citernes ayant contenu des produits alimentaires et des produits non dangereux sur la commune de Rognac,

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 20 juillet 2015,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 15 septembre 2015,

.../...

Vu les observations au projet d'arrêté de mise en demeure émises par la Société Jumbo Lavage Méditerranée le 13 octobre 2015, et la réponse du 19 octobre 2015 de l'Inspection des Installations Classées à ces observations,

Considérant la nécessité d'imposer à la Société Jumbo Lavage Méditerranée de respecter les dispositions réglementaires nécessaires à prévenir les risques et à limiter les nuisances visées aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'en application de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions applicables à une installation classée, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1

La société Jumbo Lavage Méditerranée, dont le siège social est situé au 107 Avenue Pierre et Marie Curie – Zone Industrielle Nord – 13 340 Rognac, est mise en demeure de respecter, dans les délais mentionnés ci-dessous débutant dès la notification du présent arrêté, les dispositions rappelées ci-après de son arrêté préfectoral du 02 septembre 2014 :

| Articles | Nature de la prescription | Délai |
|----------|---|--------|
| 4.2.2 | Etablir un plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux | 1 mois |
| 4.3.9 | Respect des valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration de la commune de Rognac | 3 mois |

Article 2

La société Jumbo Lavage Méditerranée est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois débutant dès la notification du présent arrêté, l'article 4.1.1 de son arrêté préfectoral du 02 septembre 2014 :

« Les prélèvements d'eaux sont autorisés dans le réseau public et dans le réseau du Canal de Provence. »

Pour cela, la société Jumbo Lavage Méditerranée doit régulariser la situation du forage :

- soit en abandonnant le forage selon les dispositions de l'arrêté interministériel du 11/9/2003 relatif à la rubrique 1.1.0 de la nomenclature eau : sondage, forage, puits, ouvrage souterrain non domestique.
- soit en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploitation d'un forage conformément aux dispositions de la loi sur l'eau.

Article 3

Si à l'expiration des délais susvisés, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales encourues.

Article 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5

- le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
 - le Sous-Préfet d'Istres,
 - le Maire de Rognac,
 - le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
 - le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
 - le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
 - le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 08 FEV. 2016

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Jérôme GUERREAU

